

Les subsides

M. Caccia: Monsieur le Président, la ministre a écrit la semaine dernière au représentant du commerce américain, Clayton Yeutter pour demander au gouvernement américain de ne pas approuver la surtaxe sur les importations. Peu après, le président a approuvé le projet de loi. Cet échec témoigne-t-il de l'inefficacité des démarches de la ministre auprès de Washington ou de l'inefficacité et de l'insensibilité de M. Yeutter? Doit-on l'attribuer au service postal américain ou est-ce la preuve de la haute estime dans laquelle le président Reagan tient le premier ministre du Canada (M. Mulroney)?

Mlle Carney: Monsieur le Président, le président des États-Unis a certainement plus d'estime pour le premier ministre actuel du Canada que pour son prédécesseur qui représentait ce parti-là.

M. Marchi: On n'achète pas le respect.

M. Axworthy: L'acier, le bois d'œuvre, les bardeaux et les pêches.

Mlle Carney: J'ai déjà dit que nous nous sommes opposés aux restrictions imposées sur le pétrole importé qui s'appliquent à tous les pays et pas seulement au Canada. C'est un programme de gestion des déchets, et je suis surprise qu'un ancien ministre de l'Environnement critique un programme américain concernant les déchets nucléaires et toutes sortes de problèmes environnementaux qui sera financé grâce à ce projet de loi. Nous nous opposons à ce qu'il s'applique à nos exportations aux États-Unis. Sur ce point, nous avons perdu. J'ai cependant énuméré aujourd'hui tous les domaines concernant les députés des deux côtés de la Chambre dans lesquels nous nous sommes opposés avec succès à de telles restrictions. Les partis de l'opposition devraient appuyer ces efforts.

M. Winegard: Monsieur le Président, la ministre a énuméré plusieurs domaines où nous avons lutté avec succès contre des mesures semblables. J'aimerais en ajouter deux autres qui sont très importantes pour Guelph. Il s'agit du succès remporté contre les droits sur les chariots élévateurs et de la victoire encore plus grande obtenue contre les droits sur la fonte, qui auraient touché la plupart des circonscriptions du pays. On devrait féliciter la ministre et son ministère pour la façon dont ils ont réglé ces deux problèmes.

Mlle Carney: Monsieur le Président, j'apprécie les commentaires du député. J'en profite pour féliciter nos fonctionnaires et nos négociateurs pour les efforts énormes qu'ils ont déployés pour résoudre ces problèmes complexes. Ils veulent en arriver à un accord à long terme sur ces questions.

M. Langdon: Monsieur le Président, le discours de la ministre se résume en trois mots: «lieux communs, lieux communs, lieux communs».

M. Axworthy: Très juste, très juste, très juste.

Des voix: Oh, oh!

M. Langdon: J'aimerais poser deux questions à la ministre. Devant le succès dont fait état le député de Guelph (M. Winegard), pourquoi la ministre pense-t-elle qu'il serait illogique de se concentrer sur les points en litige et de tenter de trouver une solution pour chacun comme l'ont préconisé le Nouveau Parti démocratique et le comité auquel la ministre faisait allusion et qui était présidé par l'actuel ministre des Finances (M. Wilson)? Pourquoi serait-il illogique d'adopter en priorité un tel

scénario à une époque où l'ensemble des États-Unis connaît une si forte vague protectionniste?

• (1220)

Deuxièmement, pourquoi serait-il excessif de soutenir que le Canada doit rester libre de décider de ses propres politiques, liberté qu'il risque de perdre très rapidement dans un régime de libre-échange, d'où la nécessité de se retirer des négociations visant un accord commercial global pour favoriser plutôt le règlement de chaque point en litige?

Mlle Carney: Monsieur le Président, je répondrai à la première question du député d'Essex-Windsor que j'appellerai sa «petite liste» d'obstacles au commerce. Il me demande pourquoi nous ne discutons pas de la potasse, de l'uranium ou de l'acier. Mais c'est ce que nous faisons constamment. Nous avons des comités consultatifs qui, comme les députés de ce côté-ci le savent, se réunissent fréquemment pour discuter de la question de l'acier. Cela ne règle pas le problème. Au contraire, cela favorise plutôt les disputes.

Le député pose la question. Sûrement, il aura la courtoisie de me laisser répondre. Nous jugeons que cette façon de discuter des irritants selon les modalités prévues par la loi commerciale des États-Unis suscite les conflits parce que chaque secteur industriel de ce pays peut, selon la loi américaine, demander un droit compensateur ou prendre des mesures de rétorsion. A notre avis, ce n'est là que le traitement du symptôme. Nous voulons régler l'ensemble de la question et trouver le remède aux problèmes commerciaux par un accord global.

L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg—Fort Garry): Monsieur le Président, commencer dès lundi matin à juger et à critiquer la politique commerciale du gouvernement, c'est un peu comme analyser une partie de football des *Rough Riders* d'Ottawa.

M. Gauthier: Faites attention à ce que vous dites.

M. Axworthy: Autrement dit, l'offensive est nulle, la défense est poreuse, l'entraîneur est mauvais et il n'y a pas de spectateurs.

M. McDermid: Vraiment? Regardez derrière vous, Lloyd.

M. Axworthy: Peut-être que le jeu le plus faible à analyser est celui où la nouvelle recrue qui joue à l'arrière a jugé que la retraite était la meilleure défense. Les historiens qui relateront les points saillants de la partie diront de Carney qu'elle «faisait les choses à l'envers».

La ministre dit que c'est une question de confiance. Elle a raison, à mon avis, en ce sens qu'on se demande si l'on fait confiance au gouvernement pour élaborer convenablement et mener à bien une stratégie commerciale. Nous faisons confiance aux Canadiens, car ils possèdent les aptitudes nécessaires. Au fil des ans, nous nous sommes rendu compte qu'ils sont prêts à relever les défis que suscite l'évolution du milieu à l'échelle globale. Nous savons aussi qu'ils y sont parvenus par le biais d'une association et d'une collaboration étroite entre les gouvernement, l'industrie et la main-d'œuvre. Dès le départ, malheureusement, le gouvernement actuel ne s'est pas montré disposé à collaborer avec les principaux partenaires des secteurs industriels afin de relever les nouveaux défis du marché. On peut demander aux agriculteurs de l'ouest du pays qui depuis deux ans perdent des marchés qui représentent des